

APRÈS L'ASSASSINAT DE SAMUEL PATY TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ

Après l'exécution monstrueuse de Samuel Paty, c'est l'effroi qui domine nos sentiments. Nos vœux les plus sincères vont à ses proches, sa famille, ses collègues. Nous adressons notre solidarité à tou-te-s les enseignant-e-s du pays, qui devront retourner en classe en sachant que ce genre d'horreur est possible. Nous avons marché, ce dimanche 18 octobre, dans cet esprit de mobilisation contre la haine et l'obscurantisme. Pour l'heure, l'enquête doit établir les responsabilités précises des un-e-s et des autres. **Nous souhaitons que les complices de ce crime soient fermement sanctionné-e-s.**

Plus généralement, la France doit retrouver la voie de la paix civile. Nous ne voulons pas vivre dans un pays où l'extrémisme religieux, en l'occurrence islamiste, terrorise, tue ou cherche à dominer les rapports sociaux. **C'est l'opinion de la majorité des habitant-e-s de notre pays, par-delà les sensibilités religieuses : athées, chrétiens, musulmans, juifs, etc.** Agissons ensemble dans cette visée.

DES PRINCIPES DANS CE MOMENT DE TROUBLE

La liberté d'expression et de caricature constitue une dimension essentielle de la vie démocratique. Elle doit être protégée, transmise et enseignée. Nous saluons le travail indispensable de celles et ceux dont c'est le métier : artistes, journalistes, enseignant-e-s, etc. La laïcité, pour nous essentielle, est partie prenante des dispositifs qui organisent ces droits. **La République ne reconnaît ni ne subventionne aucune église mais garantit la liberté de culte pour tou-te-s,** en conséquence de quoi aucune religion ne peut s'imposer à la République.

Par ailleurs, la recherche de boucs émissaires ou de solutions magiques ne permet pas de lutter contre le terrorisme ni contre l'extrémisme religieux.

Ainsi, **nous affirmons fermement que les populations migrantes ne sont pas responsables de ces événements** et que la bataille pour l'accueil digne, à l'image de celle qui est menée par les militant-e-s de la vallée de la Roya, est plus que jamais nécessaire : fermer les frontières ne servirait à rien, sinon à faire souffrir des innocents.

De la même manière, **il est ridicule d'accuser les millions de musulman-e-s de France de complicité avec des crimes commis par d'infimes minorités.** Nous refusons ces raccourcis haineux qui permettent d'ailleurs aux véritables responsables de ne pas rendre de comptes. **La lutte contre l'intégrisme est, pour nous, nécessairement antiraciste.**

Enfin, nous entendons parfois que le rétablissement de la peine de mort permettrait d'éviter ce genre de drames. C'est faux : ces fous de Dieu n'ont pas peur de mourir, la preuve, ils n'hésitent pas à se faire sauter ou à tomber sous les balles.

Au contraire de ces préjugés, il est nécessaire d'identifier précisément les problèmes, pour leur apporter des réponses précises.

UNE STRATÉGIE D'INFLUENCE RELIGIEUSE DE LA PART DE PUISSANCES ÉTRANGÈRES

Nous savons que le développement de l'islam radical en France procède d'une stratégie d'influence religieuse de la part de puissances étrangères, dont l'Arabie Saoudite, financements à l'appui. Il est nécessaire de rompre nos relations commerciales et diplomatiques avec des pays qui se comportent combattre l'influence religieuse de ces pays sans remettre en question les contrats qu'ils passent avec les capitalistes français, et notamment en continuant de les armer : c'est une attitude hypocrite et dangereuse.

LA DÉFENSE DE L'ÉCOLE RÉPUBLICAINE ET LE RÔLE DE L'EXTRÊME-DROITE

Les pouvoirs publics doivent protéger l'école républicaine et ses agent-e-s (enseignant-e-s, personnels) de toutes pressions organisées par les groupes religieux. De manière plus générale, il est évident que les prises de position violemment opposées au féminisme et au progrès social, formulées par diverses personnalités d'extrême-droite, encouragent et légitiment les islamistes dans leurs revendications rétrogrades.

Plus généralement, si ces religieux littéralistes sont proches des idées de l'extrême-droite, c'est qu'ils prospèrent dans la privation de droits et le recul des libertés. Voilà l'ordre politique qu'ils entendent faire progresser dans notre pays et dans notre jeunesse, et qu'il s'agit de combattre fermement. C'est au contraire une démarche d'élargissement permanent des libertés qu'il faut mener, de lutte contre le patriarcat, de confrontation à l'autre dans le débat, de formation de l'esprit critique. Le gouvernement, évidemment, en est loin : son bilan est déplorable dans chacun de ces domaines.

LA DÉSAGRAGATION DU SENTIMENT DE L'INTÉRÊT COMMUN ET LA BANALISATION DE LA VIOLENCE

L'élévation du niveau de violence dans notre pays tient à la destruction des services publics et institutions de solidarité qui nous unissent les uns aux autres. Ainsi, la politique du gouvernement et celle de ses prédécesseurs, libérale, a une lourde responsabilité dans la désagrégation du sentiment de l'intérêt général dans notre pays. Il est vital de rétablir les institutions communes qui nous permettent de vivre ensemble : école, sécurité sociale, hôpital. Du reste, qu'il s'agisse des exactions d'Alexandre Benalla ou de la répression brutale des gilets jaunes et du mouvement syndical, l'exemple déplorable donné par le gouvernement contribue également à banaliser la violence. Il faut cesser de mettre en œuvre ces politiques insupportables de maintien de l'ordre, dans les manifestations comme dans les quartiers populaires.

LE RÔLE DE L'EXCLUSION SOCIALE

Pour finir, les réseaux intégristes progressent grâce à l'exclusion sociale, la grande pauvreté, l'ignorance et l'analphabétisme, l'absence de perspectives professionnelles. Tous ces maux doivent être combattus fermement si nous prétendons en finir avec le terreau dans lequel s'épanouissent les terroristes. Les actionnaires et les gouvernements, évidemment, ne doivent plus avoir le loisir de rejeter les familles et la jeunesse dans le chômage. Mais plus généralement, il ne doit plus y avoir de territoires, en France, désertés par les services publics, la vie associative, l'accès à l'emploi.

FAISONS LE PARI RÉSOLU DU COMBAT POUR LA TRANSFORMATION SOCIALE

Bien sûr, les classes dominantes ont failli et ont considérablement endommagé les solidarités et la paix civile, mais dans nos villes populaires, heureusement, les populations s'emploient autant que possible à renouer le fil du lien social et du vivre-ensemble. Les différences religieuses s'effacent quand l'entraide prend le dessus. Nous formons une République solide, cimentée, soudée, attachée à ses libertés, qui sait réagir collectivement et se serrer les coudes face à la violence. Malgré la politique de fragilisation des lois menée par le pouvoir, nous ne céderons pas face aux terroristes.

Plus encore, le mouvement révolutionnaire actif partout dans notre pays pour faire progresser les droits du travail, les droits des femmes, les revendications antiracistes, les libertés publiques est notre meilleure garantie pour l'avenir. Il supprime le terreau d'intolérance et de privation de droits qui alimente les idéologies fondamentalistes et autoritaires. Il permet également à la jeunesse de notre pays de s'engager pour de grandes causes émancipatrices au lieu de se replier dans l'obscurantisme.

Nous faisons donc le pari résolu du combat pour la transformation sociale. La société nouvelle qui naît de ces luttes, seule, permet d'éviter la barbarie que nous promettent les terroristes et tous ceux qui leur facilitent la tâche.

REJOINS LA MOBILISATION POUR UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ



liberte-egalite-justice.fr